

Un rapport phare du Groupe de la Banque mondiale

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE

2019



LE TRAVAIL EN MUTATION

A B R É G É



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le rapport intégral peut être téléchargé à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2019>



L E

**TRAVAIL EN
MUTATION**

A B R É G É

LE TRAVAIL EN MUTATION

A B R É G É



Cet abrégé présente une vue d'ensemble et la table des matières du Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation, doi : 10.1596/978-1-4648-1328-3. La version intégrale du rapport définitif, une fois publié, sera affichée en format PDF sur le site <https://openknowledge.worldbank.org/>, et des exemplaires du rapport peuvent être commandés à l'adresse <http://Amazon.com>. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.

© 2019 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

Cet ouvrage a été préparé par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2019. « Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation. » Abrégé. Washington : Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

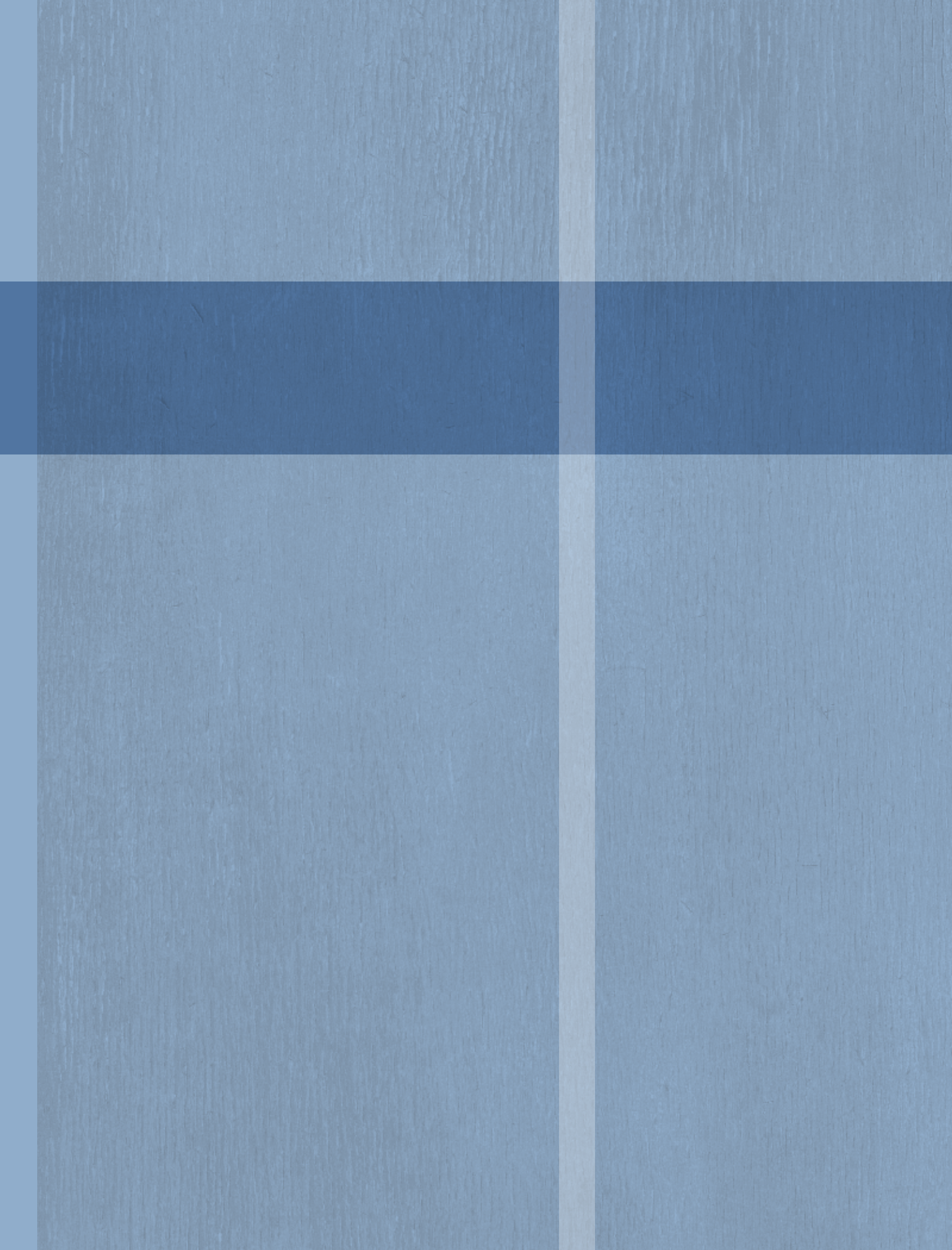
Illustration de la couverture : Diego Rivera, *The Making of a Fresco Showing the Building of a City*, 1931, fresque, 689 sur 907 centimètres, don de William Gerstle. Droits à l'image © San Francisco Art Institute. Reproduite avec l'autorisation de l'auteur. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Maquette de couverture : Weight Creative, Vancouver, British Columbia, Canada.

Conception graphique : Debra Naylor, Naylor Design, Inc., Washington.

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	vii
Abrégé	1
Comment se transforme le travail	5
Que peuvent faire les pouvoirs publics	9
Organisation du rapport	11



Avant-propos

En ces temps où l'économie mondiale ne cesse de croître et les taux de pauvreté n'ont jamais été aussi bas, il serait facile de tomber dans la complaisance et de fermer les yeux sur les défis qui s'annoncent, dont l'un des plus cruciaux est le marché du travail de demain qui constitue le thème du *Rapport sur le développement dans le monde 2019*.

L'idée que « les machines viennent s'emparer de nos emplois » inquiète depuis des centaines d'années, du moins depuis la mécanisation du tissage au début du XVIII^e siècle. Certes, cette innovation avait permis d'accroître la productivité, mais elle avait aussi attisé la crainte que des milliers de travailleurs se retrouvent dans la rue. Et pourtant, même si l'innovation et les progrès technologiques s'accompagnent de perturbations, ils favorisent davantage la prospérité qu'ils n'entraînent de destructions. Aujourd'hui pourtant, nous surfons sur une nouvelle vague d'incertitudes du fait que l'innovation ne cesse de prendre de la vitesse et la technologie touche chaque aspect de notre existence.

Nous savons que les robots prennent progressivement le contrôle de milliers de tâches de routine et vont supprimer de nombreux emplois peu qualifiés dans les économies avancées et les pays en développement. En même temps, la technologie crée des possibilités, ouvre la voie à des emplois innovants et modifiés, accroît la productivité et améliore la prestation des services publics. Lorsqu'on examine l'ampleur des défis à relever pour pouvoir intégrer le monde du travail de demain, il est important de comprendre que de nombreux enfants inscrits à l'école primaire actuellement occuperont à l'âge adulte des emplois qui n'existent même pas encore.

C'est la raison pour laquelle ce Rapport insiste sur la primauté du capital humain pour relever un défi qui, par sa définition même, ne se prête pas à des solutions simples et normatives. De nombreux emplois actuels, et beaucoup plus dans un proche avenir, exigeront des compétences spécifiques qui combinent le savoir-faire technologique, la résolution de problèmes et l'esprit critique, mais aussi des aptitudes générales comme la persévérance, la collaboration et l'empathie. L'époque où on faisait carrière dans un emploi ou une entreprise pendant des décennies est quasiment révolue. Dans la *gig economy*, les travailleurs auront probablement de nombreux petits boulots au fil de leur carrière, ce qui signifie qu'ils devront apprendre toute leur vie durant.

L'innovation va continuer de s'accélérer, mais les pays en développement vont devoir prendre des mesures rapides pour être à même de soutenir la concurrence dans l'économie du futur. Ils vont devoir investir dans leur population avec un profond sentiment d'urgence — particulièrement dans la santé et l'éducation qui sont les pierres angulaires du capital humain — afin de cueillir les fruits de l'évolution technologique et de minimiser les perturbations les plus graves que celle-ci pourrait engendrer. Pour l'instant cependant, trop nombreux sont les pays qui ne réalisent pas ces investissements essentiels.

Notre Projet sur le capital humain a pour but de corriger cela. Le présent rapport lève le voile sur notre nouvel indice de capital humain, qui mesure les conséquences du manque d'investissements dans le capital humain en termes de perte de productivité des prochaines générations de travailleurs. Dans les pays dont le niveau d'investissement dans le capital humain est le plus bas actuellement, notre analyse permet de conclure que la productivité de la main-d'œuvre de demain atteindra à peine le tiers ou la moitié de ce qu'elle aurait pu être si les populations étaient en parfaite santé et avaient reçu une éducation de qualité.

S'adapter à la transformation de la nature du travail exige également de repenser le contrat social. Nous avons besoin de trouver de nouveaux moyens d'investir dans la population et de la protéger, quelle que soit sa situation au regard de l'emploi. Pourtant, quatre personnes sur cinq dans les pays en développement n'ont jamais su ce que signifie jouir d'une protection sociale. Le secteur informel employant déjà deux milliards de personnes — qui n'ont pas la protection d'un emploi salarié stable, ne bénéficient pas de filets de sécurité sociale ou ne connaissent pas les bienfaits de l'éducation —, de nouveaux modèles de travail viennent accentuer un dilemme qui précède les récentes innovations.

Ce rapport met les pouvoirs publics au défi de prendre mieux soin de leurs citoyens et plaide pour un niveau minimum de protection sociale universelle et garantie. Cela est possible si les réformes appropriées sont entreprises, comme mettre fin aux subventions inutiles, améliorer la réglementation du marché du travail et, globalement, réviser les politiques fiscales. L'investissement dans le capital humain n'interpelle pas seulement les ministres de la Santé et de l'Éducation; il doit également être au premier rang des priorités des Chefs d'État et des ministres des Finances. Le Projet sur le capital humain entend mettre ces décideurs face à la réalité des faits, alors que l'indice servira à faire en sorte qu'ils ne puissent ignorer cette réalité.

Le *Rapport sur le développement dans le monde 2019* est d'une transparence singulière. Pour la première fois depuis la publication du premier *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale en 1978, nous avons mis en ligne un avant-projet actualisé chaque semaine, tout au long du processus de rédaction. Plus de sept mois durant, nous avons reçu et exploité des milliers de commentaires et d'idées de professionnels du développement, de responsables de l'action publique, d'universitaires et de lecteurs du monde entier. J'espère que beaucoup d'entre vous ont déjà lu le rapport. Plus de 400 000 téléchargements plus tard (et le décompte se poursuit), j'ai le plaisir de vous le présenter sous sa forme définitive.



Jim Yong Kim

Président

Groupe de la Banque mondiale

Abrégé



Jamais l'humanité n'a cessé de se soucier des conséquences que pourrait entraîner son talent pour l'innovation. Au XIX^e siècle, Karl Marx s'était inquiété de ce que « la machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu qu'elle est l'arme la plus irrésistible pour réprimer les grèves »¹. En 1930, John Maynard Keynes mettait en garde contre un chômage généralisé provoqué par l'avancée des technologies². Et pourtant, l'innovation transforme les conditions de vie : l'espérance de vie augmente, les soins de santé de base et l'éducation sont accessibles au plus grand nombre, et la plupart des individus ont vu leur revenu augmenter.

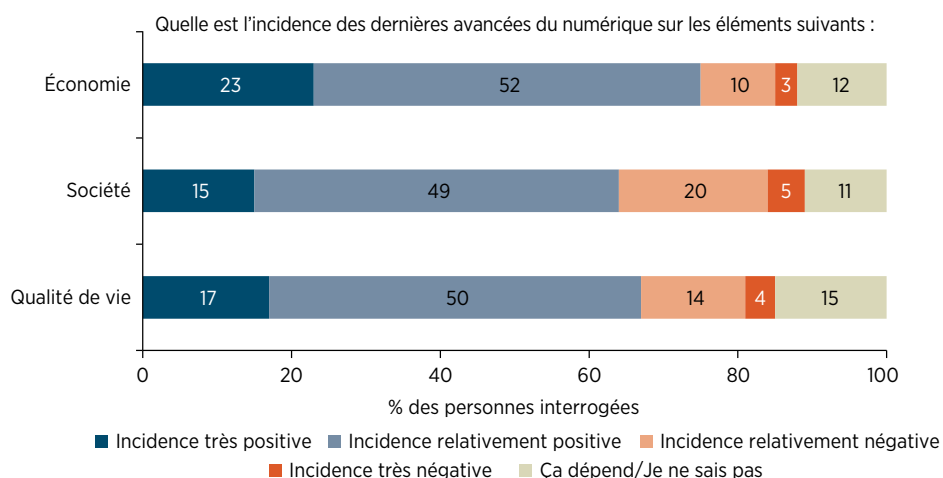
Selon une récente enquête Eurobaromètre, trois quarts des citoyens de l'Union européenne, la superpuissance mondiale du mode de vie, sont convaincus que la technologie a un effet positif sur le monde du travail, et deux tiers considèrent qu'elle est bénéfique pour la société et va améliorer davantage la qualité de vie (figure O.1).

Cet optimisme nonobstant, des inquiétudes demeurent en ce qui concerne l'avenir. Les habitants des économies avancées appréhendent l'impact considérable de la technologie sur l'emploi. Ils considèrent que la montée des inégalités, à laquelle s'ajoutent les effets de l'économie des petits boulots ou « *gig economy* » (dans le cadre de laquelle les organisations recrutent des travailleurs indépendants pour des missions de courte durée), favorise la dégradation rapide des conditions de travail.

Cependant, ce scénario inquiétant est globalement injustifié. Certes, les emplois manufacturiers sont de plus en plus automatisés dans un certain nombre d'économies avancées et de pays à revenu intermédiaire, les travailleurs chargés de tâches routinières « codifiables » étant les plus faciles à remplacer, mais les technologies offrent la possibilité de créer de nouveaux emplois, d'accroître la productivité et de fournir des services publics efficaces. À travers l'innovation, les technologies créent de nouveaux secteurs d'activité et de nouvelles tâches.

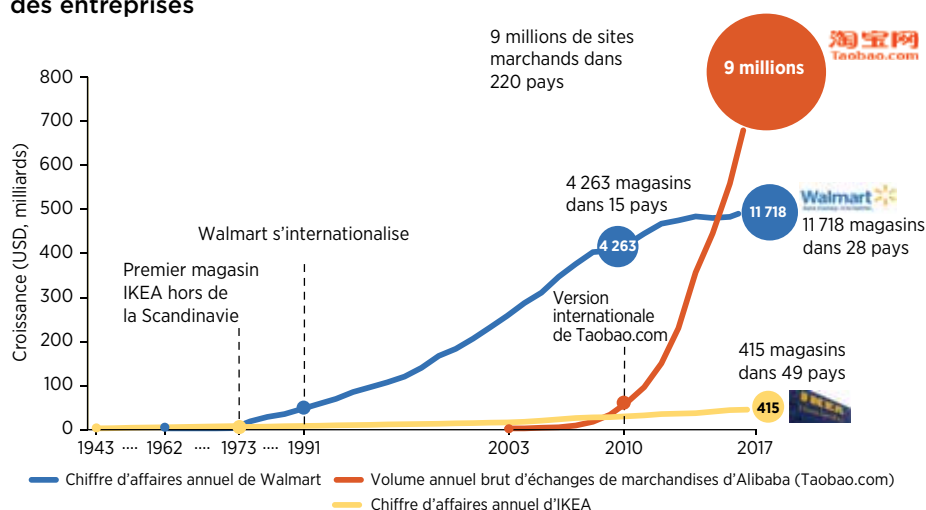
Les avancées actuelles dans le domaine des technologies présentent certains aspects remarquables. Le numérique bouleverse les modes de production traditionnels et redéfinit la structure des entreprises en permettant à ces dernières d'accroître ou de réduire rapidement leur activité. Dans les nouveaux modèles économiques,

FIGURE O.1 Les participants à l'enquête considèrent que la technologie est bénéfique pour l'économie, la société et la qualité de vie en Europe



Source : Équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2019*, à partir du rapport Eurobaromètre spécial 460 sur les attitudes à l'égard de l'incidence de la numérisation et de l'automatisation de la vie quotidienne (*Attitudes towards the Impact of Digitization and Automation on Daily Life*, Question 1, European Commission, 2017).

FIGURE 0.2 Les récentes avancées technologiques accélèrent la croissance des entreprises



Source : Équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2019*, à partir des rapports annuels de Walmart, de Statista.com, d'IKEA.com et de NetEase.com.

les entreprises ou plateformes numériques, souvent construites autour d'un nombre réduit d'employés et d'immobilisations, passent du statut de start-up locale à celui de géant mondial (figure 0.2). Cette nouvelle organisation industrielle suscite des interrogations sur les politiques applicables en matière de confidentialité, de concurrence et de fiscalité. Les actifs productifs sont virtuels par nature, ce qui limite la capacité des pouvoirs publics à accroître les recettes.

La multiplication des plateformes d'échanges permet plus que jamais aux technologies de toucher plus rapidement un plus grand nombre d'individus. Particuliers et entreprises peuvent échanger des biens et des services sur des plateformes en ligne à l'aide d'une simple connexion large bande. Ce modèle économique fondé sur des activités à grande échelle sans actifs massifs offre des possibilités d'emploi à des millions de personnes vivant hors des pays industrialisés, voire des zones industrielles³. Et ces mêmes personnes sont confrontées à la demande de nouvelles compétences. L'automatisation rehausse la valeur des compétences cognitives d'ordre supérieur dans les économies avancées et les pays émergents.

Il faut impérativement investir dans le capital humain si l'on veut tirer le meilleur parti de l'évolution des perspectives économiques. Trois types de compétences prennent de plus en plus d'importance sur le marché de l'emploi : les compétences cognitives comme la résolution de problèmes complexes, les compétences sociocomportementales comme l'aptitude au travail d'équipe et la combinaison de différents types de compétences qui permettent de prédire la capacité d'adaptation comme le raisonnement et l'efficacité personnelle. Pour développer ces compétences, les pays ont besoin d'asseoir leur capital humain sur des bases solides et de promouvoir l'apprentissage permanent.

Les bases du capital humain, qui sont établies dans la petite enfance, gagnent donc en importance. Cependant, les autorités des pays en développement n'accordent pas une place prioritaire au développement de la petite enfance, et l'incidence de l'enseignement de base sur le capital humain est loin d'être optimale. Le nouvel indice de capital humain mis au point par la Banque mondiale et décrit pour la première fois dans le présent rapport souligne le lien entre les investissements dans la santé

et l'éducation et la productivité de la main-d'œuvre de demain. Par exemple, la progression du 25^e au 75^e percentile de l'indice génère un supplément de croissance annuelle de 1,4 % sur une période de 50 ans.

Conformément à l'Agenda du travail décent de l'Organisation internationale du travail, la création d'emplois formels est la meilleure mesure à adopter pour cueillir les fruits des mutations technologiques. Dans de nombreux pays en développement, la majorité des travailleurs restent confinés dans des emplois peu productifs, souvent informels et peu exposés à la technologie. Faute d'emplois de qualité dans le secteur privé, des jeunes pétris de talent ont peu de chances de trouver un emploi salarié. Les diplômés d'université hautement qualifiés représentent actuellement près de 30 % de la réserve de main-d'œuvre au chômage dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. De meilleures offres de formation des adultes permettent aux décrocheurs scolaires de se recycler en tenant compte de l'évolution de la demande sur le marché du travail.

On a aussi besoin d'investissements dans les infrastructures, dont les plus notables visent à offrir aux populations de pays en développement toujours laissées pour compte un accès abordable à l'Internet. Tout aussi important est l'accroissement des investissements dans les infrastructures routières, portuaires et urbaines dont les entreprises, l'administration et les individus ont besoin pour tirer pleinement parti du potentiel des nouvelles technologies.

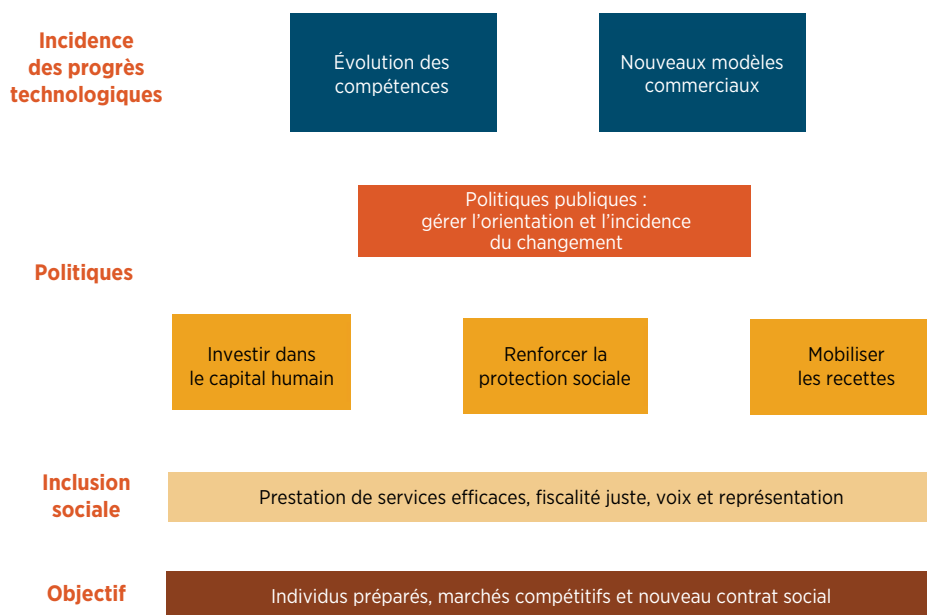
Pour s'adapter à la nouvelle génération d'emplois, on a besoin de protection sociale. Pourtant, dans les pays en développement, huit personnes sur dix ne bénéficient d'aucune assistance sociale, et six sur dix travaillent dans l'informel, sans police d'assurance.

Même dans les économies avancées, le modèle d'assurance fondé sur les cotisations salariales est progressivement mis à mal par des conditions d'emploi éloignées des contrats standards. Quels sont donc les nouveaux moyens de protection des populations? Une option consiste pour la société à garantir une protection minimale indépendamment de la situation d'emploi. Ce modèle, qui comprendrait une assurance sociale obligatoire et volontaire, pourrait atteindre un plus grand nombre de personnes.

La protection sociale peut être renforcée en élargissant la couverture globale et en portant une attention prioritaire aux personnes les plus démunies de la société. Inscrire les agents de santé communautaire sur le fichier solde de l'État est un pas dans la bonne direction. Une autre option consiste à définir un revenu minimum universel, mais celle-ci n'a pas encore été testée et semble financièrement prohibitive pour les économies émergentes. De meilleurs mécanismes d'assistance et d'assurance sociales pourraient réduire la pression de la gestion des risques associée à la législation du travail. Dès lors que ces mécanismes offrent aux individus une meilleure protection, la législation du travail peut, lorsque les circonstances s'y prêtent, être révisée pour faciliter la mobilité entre les emplois.

Pour tirer parti des possibilités qu'offre la technologie, on aurait besoin d'un nouveau contrat social axé sur l'accroissement des investissements dans le capital humain et la mise en œuvre progressive d'un système de couverture sociale universelle (figure O.3). Cependant, l'inclusion sociale requiert une certaine marge de manœuvre budgétaire qui fait défaut à de nombreux pays en développement en raison de l'étroitesse de leur assiette fiscale, de l'importance de leur secteur informel et de l'inefficacité de leur administration.

Et pourtant, il reste encore bien des progrès à accomplir, par exemple en améliorant le recouvrement de l'impôt foncier dans les municipalités urbaines ou en

FIGURE 0.3 Faire face à l'évolution de la nature du travail

Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2019.

imposant des droits d'accise sur le sucre et le tabac, qui auraient par ailleurs des effets positifs directs sur la santé. Le prélèvement d'impôts indirects, la réforme des subventions et la lutte contre l'évasion fiscale par les entreprises multinationales, particulièrement celles appartenant aux nouvelles plateformes commerciales, sont d'autres sources de financement potentielles. En fait, la structure traditionnelle de l'ordre fiscal international favorise l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices par les entreprises multinationales — ce qui signifie qu'elles allouent plus de bénéfices à des filiales situées dans des pays à taux d'imposition faible, voire nul, même si les opérations qui y sont menées sont négligeables. Certains observateurs estiment qu'en moyenne 50 % du total des revenus étrangers des multinationales sont déclarés dans des territoires ayant un taux d'imposition effectif de moins de 5 %⁴.

Les économies émergentes se trouvent au cœur de mutations technologiques qui transforment la nature du travail. Quel que soit ce que l'avenir nous réserve, l'investissement dans le capital humain est une politique irréfutable qui prépare l'individu à faire face aux défis qui s'annoncent.

Comment se transforme le travail

Plusieurs faits stylisés dominent le débat sur la transformation de la nature du travail. Cependant, seuls quelques-uns se vérifient dans le contexte des économies émergentes.

Premièrement, la technologie déstructure l'organisation des entreprises, comme en témoigne la multiplication des plateformes d'échange. Grâce au numérique, les entrepreneurs créent des plateformes commerciales d'envergure mondiale qui diffèrent des processus de production traditionnels par lesquels les intrants sont fournis à un bout de la chaîne de valeur et les produits livrés à un autre bout. Les plateformes commerciales créent souvent de la valeur en établissant un réseau virtuel qui

relie les clients, les producteurs et les prestataires, tout en facilitant les échanges dans un modèle multidimensionnel.

Comparées aux entreprises traditionnelles, les plateformes numériques se développent plus rapidement et à moindre coût. Il a fallu près de 30 ans à IKEA, l'entreprise suédoise fondée en 1943, pour entamer son expansion à travers l'Europe. Après plus de sept décennies, IKEA affichait un chiffre d'affaires global de 42 milliards de dollars. Par contre, à l'aide des technologies numériques, le conglomérat chinois Alibaba a pu atteindre 1 million d'utilisateurs en deux ans et réunir plus de 9 millions de télécommerçants pour un chiffre d'affaires annuel de 700 milliards de dollars en 15 ans. Entre-temps, les plateformes commerciales ne cessent de prendre de l'ampleur dans chaque pays — comme Flipkart en Inde et Jumia au Nigéria. À l'échelle mondiale cependant, les marchés virtuels posent de nouveaux défis pour l'action gouvernementale en matière de confidentialité, de concurrence et de fiscalité.

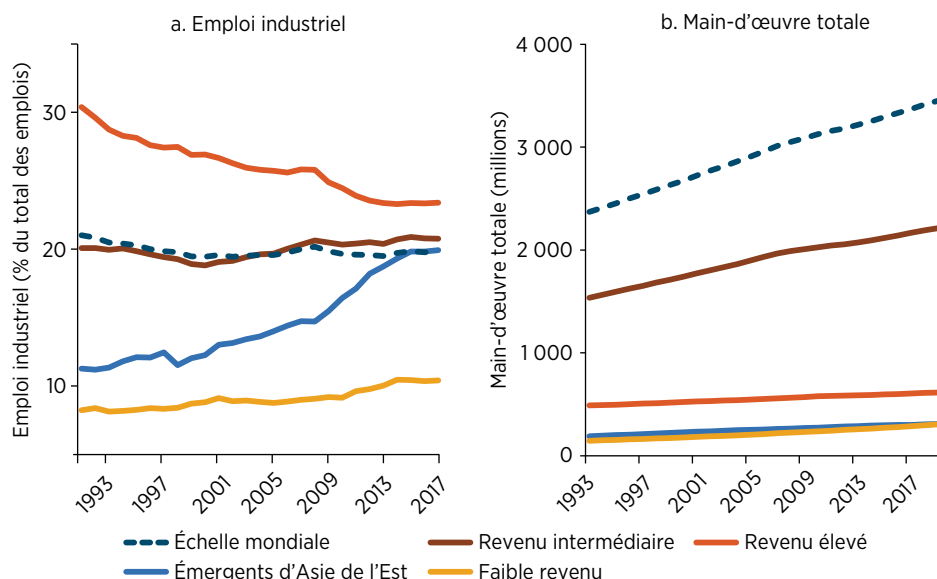
Deuxièmement, la technologie modifie les compétences recherchées sur le marché de l'emploi. La demande de compétences peu spécialisées substituables par des outils technologiques ne cesse de décliner. Dans le même temps augmentent les besoins de capacités cognitives de pointe, d'aptitudes sociocomportementales et de compétences combinées associées à une plus grande capacité d'adaptation. Déjà manifeste dans les pays développés, cette tendance commence à s'observer également dans certains pays en développement. En Bolivie, la proportion des emplois nécessitant un haut niveau de compétences a augmenté de 8 points de pourcentage entre 2000 et 2014. En Éthiopie, cette augmentation était de 13 points de pourcentage. Cette évolution transparaît non seulement dans le fait que de nouvelles tâches se substituent aux emplois traditionnels, mais aussi dans la modification des profils de compétences des emplois existants.

Troisièmement, l'idée que les robots viennent se substituer aux travailleurs touche une corde sensible. Cependant, la menace que la technologie semble faire peser sur les emplois est exagérée — et l'histoire ne cesse de nous l'apprendre. Les données portant sur les emplois dans le secteur industriel ne confirment simplement pas ces préoccupations à l'échelle mondiale. Certes, certains emplois industriels ont disparu dans les économies avancées, mais l'essor du secteur industriel en Asie de l'Est a plus que compensé ces pertes (figure O.4).

La perte des emplois industriels dans de nombreuses économies à revenu élevé durant les deux dernières décennies est une thématique largement étudiée. Le Portugal, Singapour et l'Espagne font partie des pays dans lesquels la part des emplois industriels a diminué d'au moins 10 % depuis 1991. Cette évolution dénote une transition de l'industrie manufacturière vers le secteur des services. En revanche, la part des emplois industriels, surtout manufacturiers, reste stable dans le reste du monde. Dans les pays à faible revenu, la proportion de la main-d'œuvre totale employée dans le secteur industriel se situait invariablement autour de 10 % entre 1991 et 2017. Elle n'a pas non plus évolué dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, restant autour de 23 %. Par contre, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, cette proportion a augmenté durant la même période, passant de 16 % en 1991 à 19 % en 2017. Cette augmentation peut être imputable à la corrélation entre l'ouverture des marchés et la hausse des revenus, qui se traduit par une demande accrue de biens, de services et de technologies.

Dans certains pays en développement, la part globale des emplois industriels est en hausse. Au Viet Nam par exemple, elle est passée de 9 % en 1991 à 25 % en 2017. En République démocratique populaire lao, elle a progressé de 3 à 10 % durant la même période. Ce sont-là des pays qui ont renforcé leur capital humain, favorisant ainsi l'accès au marché du travail pour des jeunes hautement qualifiés qui, avec

FIGURE 0.4 Les emplois industriels reculent en Occident et progressent en Orient, mais la main-d'œuvre totale augmente partout dans le monde



Source : Équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2019*, à partir des Indicateurs du développement dans le monde (base de données) de la Banque mondiale.

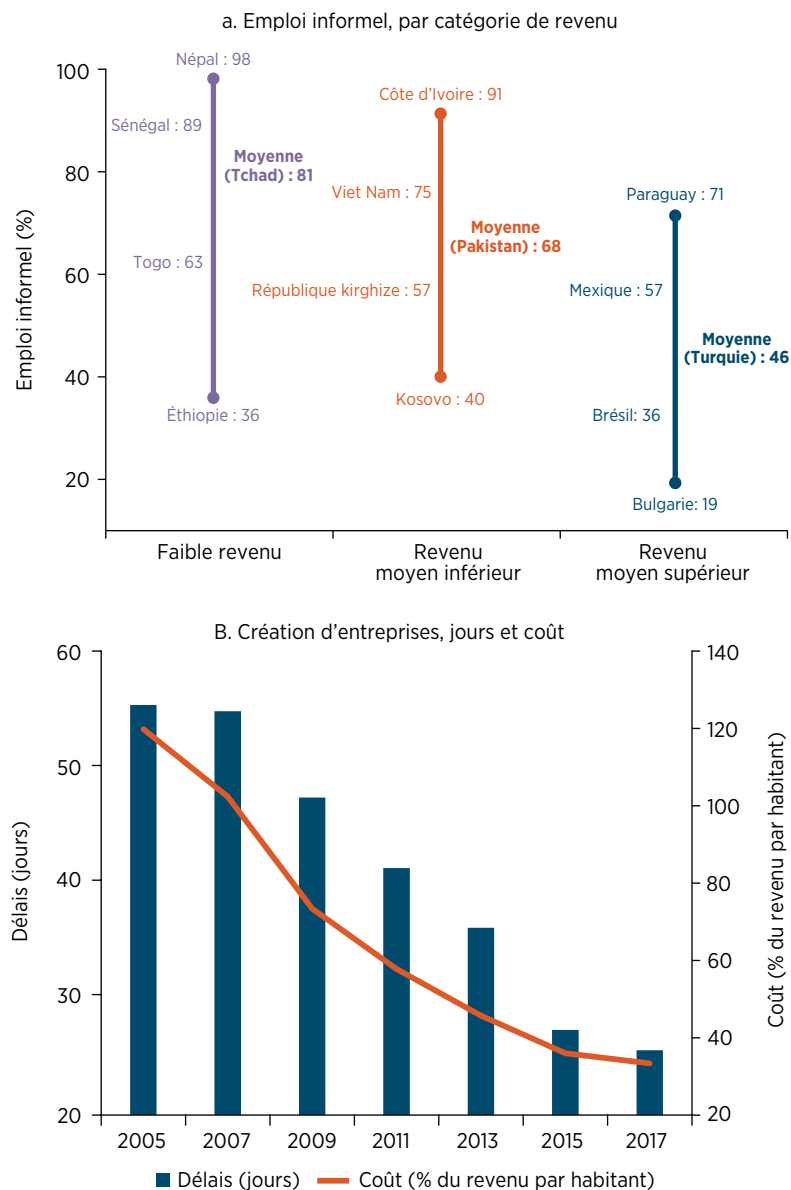
Note : Les « pays émergents d'Asie de l'Est » désignent le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao, la Mongolie, Myanmar, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

l'appui des nouvelles technologies, améliorent la production manufacturière. En conséquence, la proportion des emplois dans le secteur industriel continue d'augmenter en Asie de l'Est, tandis qu'elle stagne dans d'autres pays en développement.

Deux facteurs stimulent la demande de produits industriels et, par ricochet, la demande de main-d'œuvre dans le secteur industriel. D'un côté, la baisse des frais de connexion encourage les exportations à forte proportion de capital à partir des économies avancées et les exportations à forte intensité de main-d'œuvre en provenance des économies émergentes. De l'autre, la hausse des revenus entraîne un accroissement de la consommation de produits existants et de la demande de nouveaux produits.

Quatrièmement, dans de nombreux pays en développement, beaucoup de travailleurs restent confinés dans des emplois peu productifs, souvent dans des entreprises informelles peu imprégnées des nouvelles technologies. L'informel a continué d'occuper une place considérable durant les deux dernières décennies, en dépit des améliorations apportées au cadre réglementaire des entreprises (figure 0.5). En effet, le secteur informel emploie jusqu'à 90 % des actifs dans certains pays émergents. Globalement, environ deux tiers de la main-d'œuvre est informelle dans ces économies. L'emploi informel est resté notablement stable en dépit de la croissance économique ou de l'évolution de la nature du travail. Au Pérou par exemple, malgré l'attention portée à cette question, le pourcentage des emplois informels est resté constant autour de 75 % durant les 30 dernières années. En Afrique subsaharienne, le secteur informel fournissait en moyenne près de 75 % de l'ensemble des emplois entre 2000 et 2016. En Asie du Sud, cette proportion est passée d'une moyenne de 50 % dans les années 2000 à 60 % durant la période 2010-16. Les questions de la prédominance de l'informel et l'absence de protection sociale pour les travailleurs demeurent les plus urgentes pour les économies émergentes.

FIGURE 0.5 L'informel subsiste dans la plupart des économies émergentes en dépit des améliorations apportées au cadre réglementaire



Sources : Équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2019*, à partir des données d'enquête sur les ménages et la population active provenant de la Base de données internationale sur la répartition des revenus de la Banque mondiale (panneau a); Djankov et al. (2002); Indicateurs Doing Business de la Banque mondiale (panneau b).

Note : Le panneau a donne les estimations les plus récentes de la proportion de l'emploi informel dans les économies émergentes. Dans l'échantillon, une personne est considérée comme un travailleur informel lorsqu'elle n'a pas de contrat, de sécurité sociale et d'assurance maladie et n'est pas affiliée à un syndicat. L'échantillon du panneau se compose de 68 économies émergentes, toutes classées parmi les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le panneau b donne une estimation du délai et du coût de création d'une entreprise dans 103 économies émergentes.

Cinquièmement, la technologie, et plus particulièrement les médias sociaux, influe sur la *perception* des inégalités grandissantes dans de nombreux pays. L'être humain n'a jamais cessé d'aspirer à améliorer sa qualité de vie et à participer à la croissance économique qu'il voit autour de lui. L'exposition accrue, à travers

les médias sociaux et d'autres modes de communication numérique, à différentes façons de penser et différents modes de vie souvent opposés, ne fait que renforcer ces aspirations. Lorsqu'elles sont nourries par des opportunités, elles créent un climat propice à une croissance économique solidaire et durable. Mais face à des situations d'inégalité de chances ou d'incompatibilité entre les emplois et l'offre de compétences, les frustrations peuvent entraîner des migrations ou une fragmentation du tissu social. Les crises de réfugiés en Europe, les personnes poussées à l'émigration par la guerre en République arabe syrienne ainsi que le printemps arabe sont autant de manifestations notables de cette perception.

Et pourtant, cette perception n'est pas corroborée par les données portant sur les disparités de revenu dans les pays en développement. Dans la plupart des économies émergentes, les taux d'inégalités ont reculé ou sont restés inchangés durant la décennie écoulée. De 2007 à 2015, 37 sur 41 de ces économies ont connu une baisse ou une stagnation des niveaux d'inégalités, tels que mesurés par le coefficient de Gini. Les quatre économies émergentes dans lesquelles les inégalités ont augmenté étaient l'Arménie, la Bulgarie, le Cameroun et la Turquie. En Fédération de Russie, l'indice de GINI est passé de 42 à 38 entre 2007 et 2015. La proportion du revenu détenue par les 10 % les plus riches de la population (sur la base du revenu avant impôts) a baissé de 52 % à 46 % entre 2008 et 2015. Le pourcentage des emplois dans les petites entreprises a augmenté durant la même période, ce qui a entraîné une revalorisation des salaires par rapport aux grandes entreprises.

Cependant, il n'y a guère de raisons de célébrer le fait que les inégalités de revenu n'augmentent pas, en dépit des perceptions — et encore moins de raisons de le faire si l'on considère qu'à travers le monde, deux milliards de personnes travaillent dans le secteur informel où autant de gens manquent d'une forme quelconque de protection. La couverture sociale est quasiment inexistante dans les pays à faible revenu. Même dans les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à peine 28 % des pauvres en bénéficient.

Que peuvent faire les pouvoirs publics

L'analyse révèle un certain nombre d'actions que peuvent entreprendre les pouvoirs publics :

- Investir dans le capital humain, notamment dans l'éducation préscolaire, afin de développer des compétences cognitives et sociocomportementales d'ordre supérieur en plus des compétences fondamentales.
- Renforcer la protection sociale. Pour ce faire, certains pays émergents devraient mettre en place un minimum social garanti et renforcé complété par une réforme de la réglementation du marché du travail.
- Dégager un espace budgétaire pour le financement public du développement du capital humain et de la protection sociale. L'impôt foncier dans les grandes villes, les droits d'accise sur le sucre ou le tabac et les taxes sur le carbone sont autant de moyens d'augmenter les recettes publiques. Une autre option consiste à combattre les techniques d'évasion fiscale auxquelles de nombreuses entreprises ont recours pour gagner plus. Les pouvoirs publics peuvent optimiser leurs politiques fiscales et améliorer l'administration de l'impôt afin d'accroître les recettes sans procéder à des hausses d'impôts.

Les plus gros investissements que les particuliers, les entreprises et les États peuvent engager pour tenir compte des mutations qui s'opèrent dans le monde du travail consistent à renforcer le capital humain. Un capital humain minimum, comme la maîtrise de la lecture, du calcul et de l'écriture, est nécessaire pour survivre économiquement. Le rôle grandissant de la technologie dans la vie de tous les jours et l'activité commerciale implique que tous les types d'emplois (y compris les moins qualifiés) exigent des compétences cognitives plus avancées. L'importance du capital humain est aussi renforcée par la demande croissante d'aptitudes sociocomportementales. Les emplois qui exigent un contact direct ne seront pas facilement remplacés par les machines. Cependant, pour les exercer efficacement, on a besoin d'aptitudes sociocomportementales solides — qui sont acquises durant la petite enfance et façonnées au fil de l'existence. C'est la valeur accrue accordée à l'adaptabilité qui donne une telle importance au capital humain.

Différentes options sont possibles. Par exemple, pour s'accommoder à la nature changeante du travail, les pays doivent accroître leurs investissements dans le développement de la petite enfance. C'est l'un des moyens les plus efficaces de développer des compétences utiles pour le marché de l'emploi du futur. Les pays peuvent aussi renforcer le capital humain en veillant à ce que l'école transmette effectivement des connaissances. Cela dit, on peut aussi modifier considérablement l'offre de compétences pour répondre aux exigences du travail de demain en dehors de l'enseignement obligatoire et des emplois formels. À cet égard, les pays peuvent, par exemple, exploiter plus efficacement l'enseignement supérieur et les programmes de formation des adultes.

Une des raisons pour lesquelles les pouvoirs publics n'investissent pas dans le capital humain est le manque d'incitations politiques pour ce faire. Peu de données à la disposition du public montrent dans quelle mesure les systèmes d'éducation et de santé contribuent au développement du capital humain. Ce déficit d'information entrave la mise au point de solutions efficaces, empêche la poursuite des améliorations et limite la capacité des citoyens à demander des comptes à leurs gouvernements. Le Projet de la Banque mondiale sur le capital humain décrit dans ce rapport a pour but de s'attaquer au manque d'incitations politiques et de stimuler l'investissement dans la personne humaine.

Les systèmes d'assistance et d'assurance sociales devraient aussi s'adapter à la nature changeante du travail. Le concept d'universalisme progressif pourrait être un principe directeur qui permet de toucher un plus grand nombre de personnes, particulièrement dans l'économie informelle. Lorsque la protection sociale est établie, une réglementation du travail flexible facilite la mobilité fonctionnelle.

Actuellement, le contrat social est fragmenté dans la plupart des économies émergentes, et il semble de plus en plus dépassé dans certaines économies avancées également. Un nouveau contrat social devrait faire de la place à l'investissement dans le capital humain afin d'accroître les chances que les travailleurs trouvent de meilleurs emplois. Un tel investissement va également améliorer les perspectives d'emplois pour les nouveau-nés ou les enfants scolarisés.

Comment les autorités vont-elles mobiliser les ressources supplémentaires nécessaires pour investir dans le capital humain et promouvoir l'inclusion sociale ? La proportion des recettes fiscales dans les pays à faible revenu est inférieure de moitié à celle des pays à revenu élevé (figure O.6). L'investissement dans le capital humain, dans une protection sociale de base, notamment les agents de santé communautaires dans certains pays en développement, et dans des débouchés productifs pour les jeunes, pourrait avoir une incidence financière de l'ordre de 6 à 8 % du produit intérieur brut (PIB). L'objectif est ambitieux. Cependant, les hausses d'impôt devraient

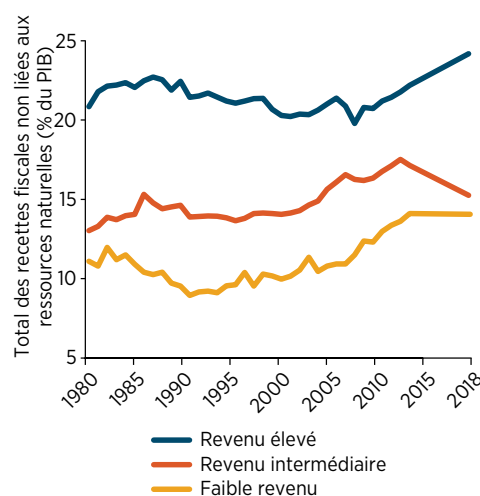
s'accompagner d'une amélioration des services publics. À défaut, elles vont seulement attiser le mécontentement des populations.

La majeure partie des ressources budgétaires requises proviendra probablement de l'amélioration des capacités de l'administration fiscale et de la révision des politiques publiques, particulièrement celles relatives à la taxe sur la valeur ajoutée et à l'élargissement de l'assiette fiscale. Les pays d'Afrique subsaharienne pourraient mobiliser, en moyenne, entre 3 et 5 % de PIB de recettes supplémentaires en adoptant des réformes destinées à améliorer l'efficacité des régimes fiscaux en vigueur⁵. L'élimination des exonérations fiscales et la convergence vers l'uniformisation des taux de TVA pourraient accroître davantage les recettes. Au Costa Rica et en Uruguay, ces recettes pourraient dépasser 3 % du PIB.

D'autres impôts et produits d'épargne pourraient également contribuer au financement du capital humain. L'Arabie saoudite a imposé des droits d'accise en 2017, à savoir 50 % sur les boissons gazeuses et 100 % sur les boissons énergétiques, le tabac et les produits du tabac. On estime que l'application de politiques de tarification efficace du carbone sur le plan national pourrait générer plus de 6 % du PIB en Chine, en République islamique d'Iran, en Russie et en Arabie saoudite⁶. Les taxes sur les biens immobiliers pourraient faire engranger 3 points de pourcentage supplémentaires du PIB aux pays à revenu intermédiaire et 1 % aux pays pauvres⁷.

Les mécanismes de fraude et d'évasion fiscales utilisés de longue date par les particuliers et les entreprises doivent également être combattus. Quatre cinquièmes des 500 entreprises figurant dans le classement du magazine *Fortune* exploitent une ou plusieurs filiales dans des pays considérés généralement comme disposant de régimes préférentiels d'impôt sur les sociétés — et souvent désignés comme des « paradis fiscaux ». On estime qu'une telle situation pourrait faire perdre entre 100 et 240 milliards de dollars de recettes annuelles aux gouvernements du monde entier, ce qui équivaut en pourcentage à des recettes globales d'impôt sur les bénéfices des sociétés de l'ordre de 4 à 10 %. La numérisation accrue des entreprises offre simplement plus de possibilités d'évasion fiscale. Parce qu'il est possible de gagner de l'argent à partir de nouveaux types d'actifs, comme les données d'utilisateur, il est de plus en plus difficile de déterminer, à des fins d'imposition, de quelle façon et à quel niveau se crée la valeur.

FIGURE 0.6 Les recettes fiscales sont plus faibles dans les pays en développement



Sources : Équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2019*, à partir du jeu de données UNU-WIDER sur les recettes publiques, 2017 ; Données de la Banque mondiale.

Note : PIB = produit intérieur brut.

Organisation du rapport

Le premier chapitre du rapport examine l'incidence de la technologie sur les emplois. Dans certains secteurs, les robots sont en train de se substituer aux travailleurs. Dans d'autres, ils accroissent la productivité de ces derniers. Et dans d'autres

encore, la technologie crée des emplois dans la mesure où elle dicte la demande de nouveaux biens et services. Ces effets disparates rendent les prévisions économiques concernant les pertes d'emplois induites par les progrès technologiques pratiquement inutiles. Pourtant, les prévisions donnent une image sensationnelle de l'impact de la technologie et suscitent la peur, particulièrement chez les travailleurs moyennement qualifiés exécutant des tâches de routine.

Ce qu'on constate en revanche, c'est que la technologie modifie effectivement la demande de compétences. Depuis 2001, la proportion des emplois à des postes exigeant d'énormes compétences cognitives et sociocomportementales non routinières a augmenté, passant de 19 à 23 % dans les économies émergentes et de 33 à 41 % dans les économies avancées. La rémunération de ces compétences, ainsi que celle de combinaisons de compétences diverses, augmente aussi dans ces économies. Pourtant, c'est le rythme de l'innovation qui déterminera si de nouveaux secteurs ou de nouvelles tâches se créent pour contrebalancer le déclin de secteurs traditionnels et de tâches routinières à mesure que baisse le coût des outils technologiques. Dans le même temps, ce qui déterminera si les entreprises des économies émergentes font le choix de l'automatisation ou de la délocalisation, c'est la persistance ou non de la faiblesse du coût de la main-d'œuvre par rapport au capital. Le chapitre 1 propose un modèle de transformation de la nature du travail.

Une caractéristique particulière de la vague actuelle de progrès technologiques est qu'elle déstructure les entreprises et accélère l'émergence de géants. En augmentant la production et l'emploi, ces entreprises ont un effet bénéfique sur la demande de main-d'œuvre. Ce sont aussi de grandes intégratrices de jeunes entreprises innovantes, qui aident souvent les petites entreprises en leur donnant accès à des marchés plus importants. Mais les grandes entreprises, particulièrement celles de l'économie numérique, présentent aussi des risques. Souvent, la réglementation ne prend pas en compte les défis engendrés par de nouveaux types d'opérateurs du secteur numérique. Les cadres antitrust doivent aussi s'adapter pour faire face à l'impact des effets de réseaux sur la concurrence. À bien des égards, la fiscalité n'est pas non plus adaptée aux objectifs de ces nouvelles entreprises. Le chapitre 2 examine la façon dont le changement technologique influe sur la structure de l'entreprise.

À l'échelle de l'économie en général, le capital humain est positivement corrélé avec le niveau global d'adoption des avancées technologiques. Les entreprises dotées d'une plus grande proportion de travailleurs instruits présentent de meilleurs résultats en matière d'innovation. Les individus qui possèdent un capital humain plus important tirent un plus grand avantage économique des nouvelles technologies. En revanche, lorsque les bouleversements technologiques rencontrent un capital humain insuffisant, l'ordre social existant peut être perturbé. Le chapitre 3 examine le lien entre l'accumulation de capital humain et le travail du futur, s'intéressant plus particulièrement à la raison pour laquelle les pouvoirs publics doivent investir dans le capital humain et n'y parviennent pas souvent.

Le chapitre 3 présente également le nouveau projet de la Banque mondiale sur le Capital humain. Pour concevoir et exécuter efficacement les politiques, on a besoin d'informations complémentaires sur le capital humain de base et de meilleurs outils de mesure de ce dernier, même lorsqu'on est pleinement disposé à y investir. Le projet comporte trois volets : un indice mondial — l'indice de capital humain ; un programme de mesures et d'études destiné à éclairer les actions à mener ; et un programme d'appui aux stratégies nationales visant à accélérer l'investissement dans le capital humain.

L'indice est établi sur la base du niveau de capital humain qu'un enfant né en 2018 peut espérer atteindre à la fin de l'enseignement secondaire, en prenant en compte les risques en matière de santé et d'éducation propres au pays dans lequel il

est né. En d'autres termes, il mesure la productivité de la prochaine génération de travailleurs par rapport à une base de référence correspondant à une éducation complète et une santé parfaite. Par exemple, dans de nombreux systèmes éducatifs, une année de scolarité produit à peine une fraction des acquis prévus (figure O.7). Le chapitre 3 présente des comparaisons transnationales faisant intervenir 157 économies à travers le monde.

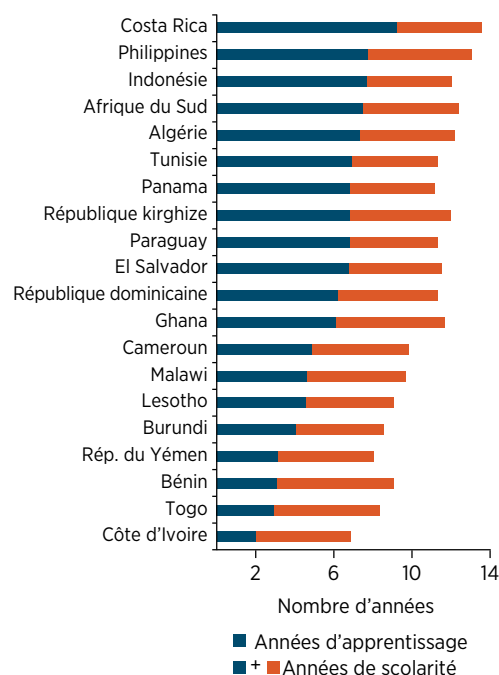
La modification en cours de l'offre de compétences se fait en partie en dehors de l'enseignement obligatoire et des emplois formels. Mais où ? Le chapitre 4 répond à cette question en explorant trois niveaux — petite enfance, enseignement supérieur ainsi que formation des adultes en dehors du milieu professionnel — auxquels les individus acquièrent des compétences spécifiques en demande sur le marché du travail en mutation.

Investir dans la nutrition, la santé, la protection et l'éducation du jeune enfant permet de poser des bases solides en vue de l'acquisition ultérieure de compétences cognitives et sociocomportementales d'ordre supérieur. De la période prénatale à l'âge de 5 ans, la capacité du cerveau à apprendre de l'expérience est la plus élevée. L'individu qui acquiert ces compétences dans la prime enfance est plus à même de faire face à l'incertitude plus tard dans sa vie. L'enseignement supérieur offre une occasion supplémentaire d'acquérir des compétences cognitives générales d'ordre supérieur — comme la résolution de problèmes complexes, l'esprit critique et la communication avancée — qui sont si importantes pour le marché du travail en devenir, mais ne peuvent être acquises à l'école uniquement.

Concernant les effectifs actuels de main-d'œuvre, particulièrement celle qui n'est pas scolarisée et n'occupe pas d'emploi formel, mais ne peut pas retourner à l'école ou à l'université, le recyclage et le perfectionnement professionnel doivent faire partie de la solution aux perturbations que la technologie engendre sur le marché du travail. Pourtant, les programmes d'éducation des adultes ne sont efficaces que dans de rares cas. Les adultes sont confrontés à divers obstacles majeurs qui limitent l'efficacité des méthodes traditionnelles d'apprentissage. D'où la nécessité d'un meilleur diagnostic et d'une meilleure évaluation des programmes d'apprentissage qui leur sont destinés, ainsi que d'une meilleure conception et exécution de ces programmes. Le chapitre 4 examine ces enjeux d'une manière plus détaillée.

Le travail est le lieu d'accumulation du capital humain après l'école. Le chapitre 5 évalue dans quelle mesure les économies parviennent à développer ce capital sur le lieu de travail. Le travail est plus rémunérateur dans les économies avancées que dans les économies émergentes. Un travailleur dans une économie émergente est

FIGURE O.7 Les niveaux d'apprentissage varient dans les économies émergentes



Sources : Équipe du *Rapport sur le développement dans le monde 2019*, à partir de Kim (2018) ; Filmer et al. (2018).

plus susceptible qu'un travailleur dans une économie avancée d'occuper un poste manuel composé en grande partie de tâches physiques. Une année supplémentaire de travail dans des professions cognitives augmente les salaires de 3 %, tandis que pour les métiers manuels, cette augmentation est de 2 %. Le travail offre un espace pour l'acquisition continue de compétences après l'école — mais de telles opportunités sont relativement rares dans les économies émergentes.

Les États peuvent améliorer le rendement de la main-d'œuvre en créant des emplois formels destinés aux pauvres. Pour ce faire, ils doivent maintenir un environnement porteur pour l'activité commerciale, investir dans la formation des adultes à l'entrepreneuriat, et accroître l'accès aux outils technologiques. Les bénéfices de la participation des femmes au marché du travail sont nettement moins élevés que ceux des hommes — en d'autres termes, les femmes développent moins de capital humain que les hommes sur le lieu de travail. Pour combler cet écart, les autorités pourraient s'employer à supprimer les restrictions à la forme ou la nature des tâches que les femmes peuvent accomplir, et éliminer les règles qui entravent l'accès des femmes à la propriété. Les travailleurs des zones rurales sont confrontés à des difficultés similaires lorsqu'il s'agit d'accumuler du capital humain après l'école. Il est néanmoins possible d'améliorer la productivité du travail en réorientant la main-d'œuvre des villages vers les villes. Cela étant, la technologie peut être mise à contribution dans les campagnes pour accroître la rentabilité de la main-d'œuvre à travers l'augmentation de la productivité agricole.

Les incertitudes qui pèsent sur les marchés de l'emploi appellent un renforcement de la protection sociale. C'est le sujet abordé au chapitre 6. Les dispositifs traditionnels de protection sociale basés sur un emploi salarié stable, une définition claire des rôles des employeurs et des employés et un âge de la retraite fixe sont de plus en plus obsolètes. Dans les pays en développement où l'informel est la norme, ce modèle est largement utopique.

Les dépenses au titre de l'assistance sociale devraient être complétées par un régime d'assurance qui ne dépend pas complètement de l'occupation d'un emploi salarié formel. Le but d'une telle approche est d'élargir la couverture tout en donnant la priorité aux plus démunis. Dès lors que les mécanismes améliorés d'assistance et d'assurance sociales offrent aux individus une meilleure protection, la législation du travail peut, lorsque les circonstances s'y prêtent, être révisée afin de faciliter la mobilité entre les emplois.

La transformation de la nature du travail, à laquelle s'ajoute la montée des aspirations, rend indispensable le renforcement de l'inclusion sociale. À cette fin, l'égalité des chances devrait être au centre de tout contrat social. Le chapitre 7 examine les éléments potentiels d'un contrat social, qui comprennent l'investissement précoce dans le capital humain, la taxation des entreprises, l'élargissement de la protection sociale et l'augmentation des débouchés productifs pour les jeunes.

Pour assurer l'inclusion sociale, les autorités de certaines économies émergentes devront trouver des moyens d'accroître les recettes publiques. Le chapitre 7 décrit de quelle façon les États peuvent dégager un espace budgétaire en mobilisant des recettes additionnelles auprès de sources traditionnelles et nouvelles. À cet égard, on peut citer l'administration de taxes sur la valeur ajoutée, de droits d'accise et de taxes sur le carbone; l'imposition aux plateformes commerciales de taxes équivalentes à ce que paient les autres entreprises; et la révision des subventions à l'énergie.

* * *

Le Rapport sur le développement dans le monde 2019 a été préparé par une équipe dirigée par Simeon Djankov et Federica Saliola. Ciro Avitabile, Rong Chen, Davida

Connon, Ana Paula Cusolito, Roberta Gatti, Ugo Gentilini, Asif Mohammed Islam, Aart Kraay, Shwetlena Sabarwal, Indhira Vanessa Santos, David Sharrock, Consuelo Jurado Tan et Yucheng Zheng faisaient partie de l'équipe de base. Paul Romer, ancien économiste en chef, Michal Rutkowski, Directeur principal du Pôle mondial d'expertise en matière de protection sociale et d'emploi, et Shantayanan Devarajan, économiste en chef par intérim, ont fourni les orientations générales pour la préparation du rapport.

Notes

1. Marx (1867).
2. Keynes ([1930] 1963).
3. Brynjolfsson et al. (2008).
4. Clausing (2016).
5. IMF (2017).
6. Parry, Veung et Heine (2014).
7. Norregaard (2013).

Bibliographie

- Brynjolfsson, Erik, Andrew McAfee, Michael Sorell, and Feng Zhu. 2008. "Scale without Mass: Business Process Replication and Industry Dynamics." Harvard Business School Technology and Operations Management Unit Research Paper No. 07-016, Cambridge, MA.
- Clausing, Kimberly A. 2016. "The Effect of Profit Shifting on the Corporate Tax Base in the United States and Beyond." *National Tax Journal* 69 (4): 905–34.
- Djankov, Simeon, Rafael la Porta, Florencio Lopez-de-Silanes, and Andrei Shleifer. 2002. "The Regulation of Entry." *Quarterly Journal of Economics* 118 (1): 1–37.
- Filmer, Deon, Halsey Rogers, Noam Angrist, and Shwetlena Sabarwal. 2018. "Learning-Adjusted Years of Schooling (LAYS): Defining a New Macro Measure of Education." Policy Research Working Paper 8591, World Bank, Washington, DC.
- IMF (International Monetary Fund). 2017. "Tackling Inequality." *Fiscal Monitor*, World Economic and Financial Surveys, IMF, Washington, DC, October.
- Keynes, John Maynard. [1930] 1963. "Economic Possibilities for Our Grandchildren." In *Essays in Persuasion*, 358–73. New York: W. W. Norton. <http://www.econ.yale.edu/smith/econ116a/keynes1.pdf>.
- Kim, Jim Yong. 2018. "The Human Capital Gap: Getting Governments to Invest in People." *Foreign Affairs* (July/August). <https://www.foreignaffairs.com/articles/2018-06-14/human-capital-gap>.
- Marx, Karl. 1867. *Das Kapital: Kritik der politischen Ökonomie*. Hamburg: Verlag von Otto Meissner.
- Norregaard, John. 2013. "Taxing Immovable Property: Revenue Potential and Implementation Challenges." IMF Working Paper WP/13/129, International Monetary Fund, Washington, DC, May 29.
- Parry, Ian W. H., Chandara Veung, and Dirk Heine. 2014. "How Much Carbon Pricing Is in Countries' Own Interests? The Critical Role of Co-benefits." IMF Working Paper WP/14/174, International Monetary Fund, Washington, DC, September 17.

Table des matières

Rapport sur le développement dans le monde

Avant-propos

Abrégé

Comment se transforme le travail
Que peuvent faire les pouvoirs publics
Organisation du rapport

1. La transformation de la nature du travail

Les technologies créent des emplois
Comment se transforme le travail
Un modèle simple de transformation du travail

2. La transformation de la nature des entreprises

Les entreprises superstar
Des marchés concurrentiels
L'évasion fiscale

3. Le développement du capital humain

Pourquoi les pouvoirs publics doivent-ils intervenir
Pourquoi les mesures sont-elles importantes
Le Projet sur le capital humain

4. L'acquisition continue du savoir

L'apprentissage dans la petite enfance
L'enseignement du troisième degré
L'apprentissage des adultes en dehors du lieu de travail

5. Le rendement du travail

L'informel
Les femmes actives
Le travail dans l'agriculture

6. Le renforcement de la protection sociale

L'assistance sociale
L'assurance sociale
La réglementation du travail

7. Quelques idées d'inclusion sociale

Une « nouvelle donne » mondiale
Établir un nouveau contrat social
Comment financer l'inclusion sociale

ECO-AUDIT

Déclaration des avantages environnementaux

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réduire son empreinte environnementale. À l'appui de cet engagement, la Division des publications exploite des moyens d'édition électronique et des outils d'impression à la demande installés dans des centres régionaux à travers le monde. Ensemble, ces initiatives permettent de réduire les tirages et les distances de transport, ce qui se traduit par une baisse de la consommation de papier, de l'utilisation de produits chimiques, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets.

La Division des publications suit les normes relatives à l'utilisation du papier recommandées par l'Initiative Green Press. La plupart de nos livres sont imprimés sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et contenant entre 50 et 100 % de fibre recyclée dans la quasi-totalité des cas. Cette fibre est soit écrue, soit blanchie à travers un procédé totalement sans chlore, de traitement sans chlore ou sans chlore élémentaire amélioré.

D'autres informations sur les principes environnementaux de la Banque mondiale sont disponibles sur <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>.



